

N° 4863A³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

PROJET DE LOI

modifiant la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT

(10.7.2003)

La Commission se compose de: M. Emile CALMES, Président-Rapporteur; MM. Alex BODRY, Ben FAYOT, Camille GIRA, Gusty GRAAS, Nico LOES, Robert MEHLEN, Claude MEISCH, Mme Ferny NICKLAUS-FABER, MM. Marco SCHANK et Nicolas STROTZ, Membres.

*

HISTORIQUE

La transposition de la directive 96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (directive „IPPC“) est venue à échéance le 30 octobre 1999. L'objectif de la directive consiste à établir un cadre général de principes pour la prévention et la réduction intégrées de la pollution.

Un des objectifs majeurs de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés consistait en la transposition dans le cadre de ladite législation des principes directeurs de la directive „IPPC“. La législation en question était complétée par un projet de règlement grand-ducal ayant également pour objet l'application de la directive en question.

En date du 24 février 2000, la Commission a mis le Grand-Duché de Luxembourg en demeure de présenter ses observations en raison de l'absence de communication de mesures nationales visant à transposer la directive 96/61/CE. En date du 2 février 2001, la Commission a adressé un avis motivé au Grand-Duché. Elle estime qu'il „ressortait de l'examen de la loi du 10 juin 1999 et de l'exposé des motifs accompagnant le projet de règlement grand-ducal précité (pages 2 et 3) que la loi du 10 juin 1999 ne transpose que partiellement la directive 96/61/CE“.

Suite aux explications fournies à la Commission par le Grand-Duché, celle-ci a émis en date du 16 octobre 2002 un avis motivé complémentaire. Elle estime „en particulier que les articles 5, 7, 10, 13, 14 deuxième alinéa, 15.2, 18.2 et 20 ainsi que l'annexe II“ de la directive IPPC ne seraient pas intégralement transposés.

En date du 18 juillet 2001, la Commission avait décidé de saisir la Cour de Justice des Communautés. D'après les informations dont dispose la Commission de l'Environnement, la saisine de ladite Cour serait imminente.

Suite aux avis défavorables du Conseil d'Etat et des chambres professionnelles, le projet de règlement dont question ci-devant a été abandonné. Selon la Haute Corporation (avis du 14 juillet 2000):

- la directive IPPC aurait dû être intégralement transposée par la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;
- à supposer qu'il y ait transposition incomplète, une modification de la loi elle-même serait nécessaire;
- la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports, choisie comme base légale, n'est pas adaptée.

En fonction des considérations qui précèdent, le Gouvernement a cru nécessaire d'amender la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pour tenir compte de l'avis du Conseil d'Etat du 14 juillet 2000 précité et de la mise en demeure de la Commission. C'est ainsi que le projet de loi No 4863 modifiant a) la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés; b) la loi modifiée du 27 novembre 1980 ayant pour objet la création d'une Administration de l'Environnement a été élaboré. Le projet était accompagné:

- du projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 16 juillet 1999 relatif aux établissements classés,
- du projet de règlement grand-ducal relatif à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution en provenance de certains établissements classés et,
- du projet de règlement grand-ducal concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement de certains projets publics et privés.

L'idée principale a été celle d'insérer un article 8.3. dans la loi du 10 juin 1999 précitée servant principalement de base habilitante pour la transposition intégrale de la directive IPPC. Suite à l'avis émis par le Conseil d'Etat en date du 10 décembre 2002, la Commission de l'Environnement a principalement décidé:

- de scinder le projet de loi No 4863 en deux projets distincts, à savoir, le projet de loi No 4863A modifiant la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et le projet de loi 4863B modifiant la loi modifiée du 27 novembre 1980 ayant pour objet la création d'une Administration de l'Environnement;
- de suivre l'avis du Conseil d'Etat en insérant les modifications qui s'imposent en vue de la transposition intégrale de la directive IPPC dans le texte même de la loi du 10 juin 1999 précitée.

Relativement aux projets de règlements grand-ducaux attachés au projet de loi No 4863, il est à préciser que:

- le projet de règlement grand-ducal relatif à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution en provenance de certains établissements classés est devenu sans objet en raison de la décision prise par la Commission de l'Environnement de ne pas recourir à l'article 8.3. proposé initialement par le Gouvernement, mais d'insérer dans le texte même de la loi du 10 juin 1999 précitée un article 13bis ayant pour objet de compléter ladite loi en vue de la rendre intégralement conforme aux exigences de la directive IPPC;
- le règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 16 juillet 1999 relatif aux établissements classés et daté du 7 mars 2003 est entré en vigueur;
- le règlement grand-ducal concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement de certains projets publics et privés et daté du 7 mars 2003 est entré en vigueur.

Suite aux amendements décidés par la Commission de l'Environnement et à la publication au Mémorial des règlements grand-ducaux précités, le projet de loi No 4863A ne concerne donc plus que l'amendement de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Suite aux amendements adoptés par la Commission de l'Environnement, le Conseil d'Etat a émis en date du 3 juin 2003 un avis défavorable. Il s'oppose formellement à l'adoption du texte proposé et plus précisément à l'article 13bis en vertu du principe de l'égalité devant la loi, du principe de la sécurité juridique et de la liberté du commerce et de l'industrie. La Commission de l'Environnement est cependant d'avis que les oppositions formelles exprimées ne sont pas fondées.

*

L'OBJET DU PROJET DE LOI

L'objectif de la directive sous rubrique consiste à éviter ou minimiser les émissions dans l'atmosphère, les eaux et les sols – y compris la production de déchets – provenant d'installations industrielles au sein de la Communauté dans le but d'atteindre un niveau élevé de protection de l'environnement.

Tout comme la législation „commodo/incommodo“, la directive est basée sur une approche intégrée. L'application du principe d'un développement durable est favorisée par une telle approche intégrée.

L'application de la directive s'intègre ainsi dans l'évolution de la législation en la matière, qui depuis l'arrêté royal grand-ducal de 1872, à travers la loi du 16 avril 1979 relative aux établissements dange-

reux, insalubres ou incommodes, la loi du 9 mai 1990 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes et finalement la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, a évolué de manière à attribuer une importance toujours croissante à la protection de l'environnement.

**Règlement grand-ducal du 7 mars 2003
modifiant le règlement grand-ducal modifié du 16 juillet 1999 portant
nomenclature et classification des établissements classés**

L'intégration des activités industrielles visées par la directive IPPC (chaufferies, raffineries de pétrole et de gaz, production de fonte ou d'acier, fabrication de ciment, de l'amiante, de verre ou d'engrais, gestion des déchets, etc.) et des projets visés par la directive EIE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement (centrales thermiques, centrales nucléaires, construction d'aéroports ou de ports, barrages, boisement et déboisement, gazoducs, etc.) a rendu nécessaire ce remaniement.

Parallèlement à la refonte nécessaire suite aux directives européennes, certaines modifications de la nomenclature sont proposées avec comme objectif soit de préciser certains points, soit de rendre les procédures administratives plus efficaces sans réduire le niveau de protection de l'environnement.

**Règlement grand-ducal du 7 mars 2003
concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement
de certains projets publics et privés**

Ce règlement grand-ducal transpose, de façon très stricte, en droit national la directive 97/11/CE du Conseil du 4 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CE concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement de certains projets publics et privés.

Pour la Commission de l'Environnement, elle constitue un élément important d'une politique de précaution et de prévention en matière de protection de l'environnement.

Le règlement grand-ducal sous rubrique partage les établissements en deux catégories:

- les établissements soumis d'office à une évaluation des incidences à joindre au dossier de la demande d'autorisation et
- les établissements pour lesquels l'évaluation peut être demandée par l'Etat membre concerné.

L'Etat fixe soit des seuils et des critères à partir desquels une évaluation est imposée, soit décide sur base d'un examen au cas par cas. Le Gouvernement luxembourgeois opte pour les deux variantes dans le sens que pour certains établissements, un seuil minimal est fixé tout en maintenant pour chacun des établissements concernés la possibilité de décider au cas par cas.

En outre, sont fixés les principes généraux d'évaluation des incidences et les informations minimales sur lesquelles une telle évaluation doit renseigner.

*

LES AVIS DES CHAMBRES PROFESSIONNELLES

Dans son avis du 7 février 2002, la **Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics** fait mention de son approbation quant à l'évolution de la législation sous rubrique dans le sens d'une importance toujours croissante attribuée à la protection de l'environnement.

En ce qui concerne le projet de règlement grand-ducal concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement de certains projets publics et privés, la Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics constate néanmoins que les points 7.a) (construction de voies pour le trafic ferroviaire à grande distance), 7.b) (construction d'autoroutes et de voies rapides) et 7.c) (construction de routes à quatre voies ou plus) de l'annexe 1 de la directive ne sont pas entièrement repris. Concernant l'annexe II, le point 1.a) (projets de remembrement rural), elle relève que l'évaluation de leurs incidences sur l'environnement, est visée par la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux. Mais elle estime que les projets de construction de voies ferroviaires, d'autoroutes et de voies rapides ne font pas l'objet d'une transposition en droit national. Elle se demande si l'omission de quelques-uns des points des annexes de la directive en vue de leur transposition par le biais d'une autre législation répond aux critères d'une transposition transparente et fidèle de la directive. Elle relève qu'une

évaluation des incidences sur l'environnement préalable à la réalisation d'un projet industriel ou d'un projet d'infrastructure publique d'envergure doit constituer un préalable indispensable à une bonne gestion des affaires publiques. Elle estime par ailleurs que les critères environnementaux en matière d'implantation de nouvelles entreprises sur le territoire luxembourgeois devraient se situer parmi les plus exigeants.

Dans son avis du 20 février 2002, la **Chambre de Commerce** relève la volonté manifeste des autorités compétentes d'améliorer le déroulement de la procédure. Elle déplore néanmoins que cette volonté ne se traduise que difficilement en des améliorations concrètes.

La Chambre de Commerce explique cette appréciation par le champ d'application extensif de la législation en matière d'établissements classés et par le manque d'effectifs pour accomplir les tâches y relatives. En considérant la loi sous rubrique comme „loi charnière“ dans le domaine de l'environnement et également dans celui de la sécurité, la Chambre professionnelle estime que la loi relative aux établissements classés avec la procédure d'autorisation individuelle et l'évaluation au cas par cas des dossiers de demande n'est pas adaptée à l'envergure actuelle du champ d'application. Elle estime ainsi qu'il est indispensable de décharger dans la mesure du possible le champ d'application de la loi relative aux établissements classés en instaurant des régimes spécifiques à certains types d'établissements. Par ailleurs elle juge indispensable de reclasser un certain nombre d'établissements en classe 4, qui est la seule classification permettant dans le cadre même de la loi du 10 juin 1999 une approche réglementaire.

Concernant l'intégration des directives communautaires, la Chambre de Commerce approuve la démarche de fonder les trois nomenclatures – celle relative aux établissements classés, celle relative à la directive IPPC et celle relative à la directive concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement – en une seule nomenclature et classification. Elle estime bien plus lisible de concentrer les dispositions communes aux directives à transposer dans le corps de texte de la loi relative aux établissements classés que d'avoir trois textes législatifs et réglementaires se recouvrant en grande partie.

Par ailleurs, la Chambre de Commerce tient à relever son inquiétude quant à la réforme envisagée en matière d'eau, et en particulier la mise en place d'une nouvelle administration de gestion de l'eau rattachée au ministère de l'Intérieur.

Elle estime que la réorganisation des compétences en matière d'eau ne devrait pas mener à un élargissement de l'application de l'article 9 de la loi du 29 juillet 1993 concernant „le déversement d'eaux usées dans les eaux superficielles et souterraines“, ainsi „le déversement de substances solides, gazeuses ou liquides autres que les eaux usées dans les eaux superficielles et souterraines“, à toutes les entreprises, même celles qui déversent leurs eaux usées dans une canalisation menant vers une station d'épuration. Pour la Chambre de Commerce, les conditions d'exploitation devraient rester du seul ressort du ministre ayant dans ses compétences l'environnement dans le cadre de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

La **Chambre de Travail** rappelle dans son avis du 15 avril 2002 ses revendications antérieures au sujet d'une meilleure implication des représentants des travailleurs dans la procédure d'autorisation tant au niveau de l'information et de la consultation que de la participation.

Elle rappelle son exigence quant à la mise en place auprès des chambres professionnelles salariales du secteur privé – avec le soutien financier de l'Etat – de services de consultation en matière de protection de l'environnement du travail dans les entreprises (Arbeitsumweltberater) destinés à assister les représentants salariés dans leurs missions.

Elle estime que si le projet de loi devait être adopté sous sa forme actuelle, la loi ne remplirait en aucun cas son rôle de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs au travail.

La **Chambre des Métiers** a déposé son avis en date du 12 avril 2002. Elle approuve une transposition complète et fidèle en droit national des directives de l'Union Européenne. Cependant, elle note qu'un certain nombre de dispositions concernant les procédures d'autorisation et les contenus des autorisations, qui, dans la directive européenne visent uniquement certaines catégories d'établissements, sont étendues lors de la transposition en droit national à l'ensemble des établissements classés. Elle relève sa désapprobation quant à cette approche.

La Chambre relève que pour un certain nombre de corps de métiers, le service des établissements classés, en collaboration avec la Chambre des Métiers, a élaboré des formulaires types et des guides

d'utilisation à l'intention des demandeurs. Elle suggère d'étendre les demandes types à d'autres corps de métiers et d'adapter les formulaires et guides d'utilisation existants.

La Chambre des Métiers est par ailleurs d'avis que des autorisations types fixant des seuils pour une même catégorie d'établissements devraient être appliquées aux petites et moyennes entreprises. De même est-elle d'avis que la procédure d'analyse et de contrôle par les organismes agréés devrait être adaptée de sorte à réduire au minimum les coûts.

Concernant la nomenclature des établissements classés, la Chambre des Métiers exige que les formulations du projet de règlement grand-ducal en question soient reprises de façon identique dans le texte coordonné de la nomenclature des établissements classés. Il est également proposé d'établir une deuxième colonne pour la liste de la désignation et de la classification des établissements classés.

Concernant le projet de règlement grand-ducal relatif à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution en provenance de certains établissements classés, la Chambre des Métiers exige que des dispositions concernant p. ex. l'état du site d'implantation, l'identification des effets significatifs des différences émissions sur l'environnement et le résumé non technique, soient introduites au règlement IPPC et non pas à la loi elle-même. Pour la Chambre, il n'est guère concevable que des dispositions qui visent des grandes installations industrielles soient également appliquées à des PME de moindre envergure.

Au sujet du projet de règlement grand-ducal concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement de certains projets publics et privés, la Chambre des Métiers estime que ces critères de sélection pour déterminer qu'un établissement repris à l'annexe II est obligé de se soumettre à une évaluation des incidences, sont trop vagues. La Chambre des Métiers demande à préciser plus spécifiquement les critères de sélection afin de limiter l'arbitraire de l'administration.

En conclusion, la Chambre des Métiers relève que les PME artisanales sont confrontées de plus en plus à des lois et des règlements à caractère procédural. Elle estime qu'il faut éviter que pour un seul établissement, plusieurs procédures d'autorisation différentes doivent être entamées. Elle estime ne pouvoir approuver les présents projets de loi et de règlements que sous la réserve qu'il soit entièrement tenu compte des remarques formulées ci-dessus.

Dans son avis du 14 mai 2002, la **Chambre des Employés Privés** ne formule aucune objection quant au principe du projet de loi sous rubrique, mais tient à analyser certaines dispositions qui lui paraissent importantes.

La CEP•L estime que la formulation de l'article 8.3 n'est pas suffisante pour servir de base légale à la transposition de toute directive en relation avec les objectifs de l'article 1er de la loi du 10 juin 1999 et s'exprime en faveur d'une reformulation de l'article 8.3.

La Chambre approuve la nouvelle disposition prévoyant que lorsqu'une exploitation d'un établissement nouveau porte à la fois sur des éléments des classes 2 et 3, l'exploitation du nouvel établissement relève, pour ce qui les concerne, du régime d'autorisation propre aux éléments concernés et accueille la disposition notifiant que si une norme de qualité environnementale nécessite des conditions plus sévères que celles pouvant être atteintes par les meilleures techniques disponibles, des conditions supplémentaires sont requises pour l'autorisation, sans préjudice d'autres mesures pouvant être prises pour respecter les normes de qualité environnementale.

La CEP•L salue que la nouvelle disposition concernant le parallélisme des déclarations de cessation d'activité et des demandes d'autorisation, notamment qu'elle soit complétée dans le sens que désormais la décontamination, la démolition des immeubles, l'assainissement du sous-sol et la remise en état du site doivent être imposés également au cas où l'ancien exploitant a omis de déclarer la cessation d'activité.

*

L'AVIS DU CONSEIL D'ETAT DU 10 DECEMBRE 2002

Dans son avis du 10 décembre 2002, le Conseil d'Etat revient, en relation avec l'exposé des motifs, à ses observations critiques du 14 juillet 2000 au sujet du projet de règlement grand-ducal (4616) portant application de la directive 96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution et concernant „*le recours à la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des*

Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports“.

Il tient à remarquer que le recours à la loi modifiée du 9 août 1971 ne constituait point le problème essentiel et primordial du projet de transposition en droit national de la directive 96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution soumis à son avis.

Néanmoins il constate avec satisfaction que les auteurs du projet de loi sous rubrique se sont finalement ralliés à ses vues en précisant que: „*Le présent projet de loi tend à assurer la transposition complète et fidèle des directives de l'Union européenne en précisant dans le cadre de loi sur les établissements classés les dispositions pertinentes concernant essentiellement les procédures d'autorisation et les contenus des autorisations d'exploitation.*“

Par ailleurs, le Conseil d'Etat estime que le fait de dissocier ces divers projets pour les traiter séparément risque de compromettre une unité indispensable et de compliquer la lecture et la compréhension du texte proposé par le Conseil d'Etat.

Dans son examen des articles, le Conseil d'Etat propose dans son avis du 10 décembre 2002 des modifications en matière de définitions et des modifications d'ordre rédactionnel.

Concernant l'article 8, le Conseil d'Etat n'a pas retenu le nouveau paragraphe 3 proposé par les auteurs du projet de loi sous examen. Il s'oppose formellement à la démarche préconisée par les auteurs du projet de loi qui se réfèrent dans l'article 8.3. „... à des modalités d'application particulières en ce qui concerne ses articles 7 et 13. Le règlement grand-ducal précise ces modalités“.

Au sujet de l'article 2 du projet de loi sous rubrique concernant la modification de la loi modifiée du 27 novembre 1980 ayant pour objet la création d'une Administration de l'Environnement, le Conseil d'Etat marque son accord à un renforcement du personnel de l'Administration de l'Environnement. Néanmoins se prononce-t-il en faveur d'une loi spéciale relative aux modifications proposées et s'oppose donc formellement à la technique législative consistant à régler dans un seul et même projet de loi des matières étrangères les unes par rapport aux autres. Il remarque également que le projet de loi concerne également l'Inspection du Travail et des Mines.

Quant à la disposition ayant trait à la direction de l'administration, le Conseil d'Etat n'approuve pas l'ajout prévoyant que „*le directeur ainsi que les directeurs adjoints sont choisis parmi le personnel de la carrière supérieure de l'administration de l'environnement*“. Pour le Conseil d'Etat, il n'est pas opportun de restreindre la nomination à ces fonctions aux seuls candidats faisant partie de l'administration en question.

*

LES TRAVAUX DE LA COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT

La Commission de l'Environnement s'est consacrée lors de six réunions à l'analyse du projet de loi 4863. Lors de la réunion du 15 janvier 2002 est désigné le rapporteur. La réunion du 19 mars 2002 est consacrée à la présentation du projet de loi et à l'analyse des avis des chambres professionnelles. Lors de cette réunion a été discutée la remarque de la Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics au sujet du **projet de règlement grand-ducal concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement de certains projets publics et privés et le fait que les constructions de voies pour le trafic ferroviaire à grande distance, les constructions d'autoroutes et de voies rapides, ainsi que les construction de routes à quatre voies ou plus ne sont pas entièrement reprises; ce volet de la grande voirie fait l'objet d'un projet de loi à part sous la compétence du Ministère des Travaux Publics.**

Il a été retenu que la commission souhaite avoir des renseignements de la part du Gouvernement sur l'état actuel de la procédure dudit projet.

Au cours de la réunion du 14 janvier 2003, les membres de la Commission de l'Environnement ont poursuivi l'analyse du projet de loi et ont procédé à l'examen de l'avis du Conseil d'Etat.

Dans son avis, le Conseil d'Etat relève des questions quant à des définitions. **L'article 1er du projet, point A. du texte initial distinguait entre les notions d'„autorité compétente“ et d'„autorité investie du pouvoir d'autorisation“. La loi actuellement en vigueur emploie souvent la première notion, visant par là tantôt le ministre compétent, tantôt l'administration compétente. Le Conseil**

d'Etat propose les notions d'„autorité compétente“ pour désigner le ministre concerné et d'„administration compétente“ visant l'administration concernée. La Commission adopte la proposition du Conseil d'Etat qui se rapporte aux articles 2, 5, 6, 7, 9, 13, 18 et 31 de la loi.

L'examen de l'avis du Conseil d'Etat s'est poursuivi lors de la réunion de la Commission en date du 22 janvier 2003, au cours de laquelle il a été décidé de suivre la recommandation du Conseil d'Etat au sujet de l'articulation de l'article 2 du projet de loi sous rubrique en un projet de loi séparé. Le député Gusty Graas a été nommé rapporteur de ce projet de loi intitulé „Projet de loi No 4863B modifiant la loi modifiée du 27 novembre 1980 ayant pour objet la création d'une administration de l'environnement“. Au cours de ces deux réunions, la Commission a effectué des amendements (cf. point suivant), qui ont été adoptés lors de la réunion du 23 janvier 2003.

Lors de sa réunion du 2 juillet 2003, la Commission de l'Environnement a analysé l'avis complémentaire du Conseil d'Etat.

Il a été procédé au vote du projet de rapport au cours de la réunion du 10 juillet 2003.

*

LES AMENDEMENTS DE LA COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT

Le **1er amendement** de la Commission concerne l'article unique du projet de loi No 4863A.

Dans la phrase „Dans ce cas, la communication de l'exploitant est transmise aux fins d'affichage au bourgmestre de la commune où l'établissement est situé.“, la Commission est d'avis que l'expression „le cas échéant“ prévue par le projet de loi initial peut poser des problèmes d'interprétation. Elle propose ainsi la suppression de l'expression „le cas échéant“.

Pour l'**amendement 2**, la Commission suit l'avis du Conseil d'Etat et supprime l'article 8.3. du projet de loi sous rubrique. En conséquence, cette modification de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés est devenue sans objet. Le texte de la loi actuelle reste en vigueur.

Dans son **amendement 3**, la Commission donne suite aux critiques émises par le Conseil d'Etat concernant l'insertion d'un article 8.3. dans la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Suivant le Gouvernement sur la nécessité d'une base habilitante pour transposer les volets non encore transposés de la directive la 96/61/CE du Conseil, du 24 septembre 1996, relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (directive „IPPC“), la Commission de l'Environnement estime nécessaire d'abandonner l'article 8.3. proposé et de suivre la démarche proposée par le Conseil d'Etat consistant dans l'insertion des principes relatifs aux modalités d'application particulières pour les établissements visés par la directive IPPC dans le corps même de la loi du 10 juin 1999.

Tout en acceptant le principe de la démarche proposée par le Conseil d'Etat, la Commission est cependant d'avis qu'il y a lieu de procéder par voie d'annexe au lieu de modifier la nomenclature par des astérisques.

Considérant que l'„*unité nécessaire*“ entre la directive EIE et la directive IPPC telle que relevée par le Conseil d'Etat n'est pas absolue mais relative, la Commission considère que la transposition de la directive modifiée 85/337/CEE du Conseil du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement (directive „EIE“) par le biais d'un règlement grand-ducal est une démarche appropriée.

Le nouvel article 13bis ne concerne ainsi donc que les établissements visés par la directive IPPC pour lesquels toutes les autres dispositions de la loi relative aux établissements classés sont, bien entendu, toujours d'application. La Commission est d'avis que l'insertion de l'article 13bis n'a pas, comme le soulève le Conseil d'Etat, un caractère „déclaratif“ ou „confirmatif“, mais comporte les dispositions requises pour garantir une transposition explicite de la directive IPPC.

Dans son **amendement 4**, la Commission ajoute à l'article 1er (nouvel article unique du projet de loi 4863A), un point H nouveau libellé comme suit: „L'article 15 est complété par un second alinéa formulé comme suit: „*Les administrations compétentes se tiennent informées de l'évolution des meilleures techniques disponibles. L'Administration de l'Environnement est chargée de la mise à disposition d'éléments en vue de l'établissement d'un inventaire des principales émissions et sources responsables ainsi que de l'échange d'informations transfrontière.*“ “

Cet amendement à la loi du 10 juin 1999 est proposé pour éviter des critiques de la Commission européenne concernant une éventuelle transposition incomplète de la directive IPPC.

Par l'**amendement 5**, la Commission de l'Environnement propose de maintenir l'article 17.2. de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés (voir l'amendement 6). Il y a lieu de maintenir l'intitulé de l'article 17 tel qu'il figure actuellement dans la loi du 10 juin 1999 précitée.

La Commission de l'Environnement a procédé à l'**amendement 6**, étant d'avis qu'il est nécessaire de maintenir le texte de loi qui est actuellement applicable, notamment pour permettre aux autorités compétentes de refuser une demande d'autorisation pour non-conformité du projet avec les règles d'urbanisme applicables. La Commission est d'avis qu'au regard des délais d'instruction des dossiers de demande, les règles d'urbanisme peuvent changer entre le jour de l'introduction de la demande et le jour de la prise de décision.

Par l'**amendement 7**, la Commission supprime le point K de l'article 1er (nouvel article unique du projet de loi No 4863A), cela en raison du maintien de l'article 17.2.

L'**amendement 8** contient les dispositions transitoires applicables pour les établissements visés par l'article 13bis amendé.

Dans l'**amendement 9**, l'article 32 intitulé „Annexes“ est adapté en raison d'une nouvelle annexe. Pour des raisons de flexibilité, il est précisé que les annexes pourront être modifiées par voie de règlement grand-ducal en vue de les adapter à l'évolution de la législation de l'Union européenne en la matière. Il est encore précisé que l'annexe III pourra se référer au numéro de la nomenclature établie par le règlement grand-ducal visé à l'article 3.

Par l'**amendement 10**, il est créé une annexe III à la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, en raison de la procédure prévue à l'article 13bis. Cette annexe comporte les établissements visés par la directive IPPC.

*

L'AVIS COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL D'ETAT DU 3 JUIN 2003 ET LA POSITION DE LA COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT

Dans cet avis, le Conseil d'Etat s'oppose formellement à l'adoption des dispositions telles que formulées par la Commission de l'Environnement dans son amendement 3 (article 13bis), cela *„en vertu du principe de l'égalité devant la loi, du principe de la sécurité juridique et de la liberté du commerce et de l'industrie“*.

Confrontée au dilemme qui consiste soit à suivre les injonctions de la Commission européenne en matière de transposition de la directive 96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, soit à suivre le Conseil d'Etat, la Commission de l'Environnement a décidé de ne pas donner suite aux oppositions formelles du Conseil d'Etat.

Les raisons en sont les suivantes:

1. *Quant à l'opposition formelle basée sur une prétendue violation du principe d'égalité devant la loi*

Pour arriver à l'opposition formelle, le Conseil d'Etat s'est malheureusement basé sur une prémisse erronée. En effet, en se basant sur le commentaire de l'article 13bis le Conseil d'Etat estime *„qu'il faut en déduire que seuls ces établissements peuvent être soumis à des valeurs limites d'émission et que ces valeurs limites peuvent être complétées ou remplacées par des „paramètres ou des mesures techniques équivalents“*. Cette affirmation est à la fois inexacte et inacceptable“.

Il est particulièrement regrettable que le Conseil d'Etat ait mal interprété l'article 13bis proposé qui est cependant d'une parfaite clarté. Il dit: *„Sans préjudice des dispositions de l'article 13 et des conditions pouvant être arrêtées pour chaque établissement, les autorisations comportent obligatoirement, pour les établissements visés à l'annexe III, des valeurs limites d'émission ...“*

Il s'ensuit que chaque établissement classé est soumis à des conditions d'exploitation (tel que l'exige l'article 13) et que pour les établissements classés dits „IPPC“ (c'est-à-dire les grands établissements,

visés à l'annexe III) certaines conditions d'exploitation doivent obligatoirement être imposées (tel que l'exige l'article 13bis proposé).

En estimant qu'à travers l'article 13bis les autres établissements (c'est-à-dire ceux qui ne sont pas des établissements dits „IPPC“) ne seraient plus soumis à des valeurs limites d'émission (et autres conditions d'exploitation) le Conseil d'Etat se trompe tout simplement. Les sérieux malentendus qui ont amené à l'opposition formelle résultent d'une mauvaise interprétation d'un texte pourtant très clair.

Quoi qu'il en soit, force est de constater que le Conseil d'Etat et les auteurs du projet ont la même vue des choses: tous les établissements classés doivent être soumis à des conditions d'exploitation. Le texte proposé n'envisage absolument pas le contraire. Et le Conseil d'Etat explique, à juste titre, de manière convaincante et fondée, qu'il doit en être ainsi notamment pour des raisons tenant au principe constitutionnel de l'égalité devant la loi.

Il s'ensuit que l'opposition formelle basée sur une prétendue violation du principe d'égalité devant la loi n'est pas fondée. La prémisse sur laquelle elle a été fondée est erronée. Relativement au fond, les auteurs du projet, la Commission de l'Environnement et le Conseil d'Etat partagent l'avis que tous les établissements classés concernés par les articles 13 et 13bis doivent être soumis à des conditions d'exploitation.

2. *Quant à l'opposition formelle basée sur une prétendue violation du principe de la sécurité juridique*

Le Conseil d'Etat réitère son opinion exprimée lors de ses avis émis dans le cadre de l'élaboration de l'actuelle loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés que „*les normes, valeurs ou autres seuils que le ministre compétent est habilité à imposer dans les cadres des autorisations d'exploitation et d'aménagement des établissements classés sont uniquement ceux arrêtés par les règlements grand-ducaux pris en exécution d'une loi générale ...*“.

Ce faisant, le Conseil d'Etat s'éloigne largement de l'objet du projet de loi pour soulever des questions fondamentales auxquelles le législateur a cependant déjà donné une réponse notamment à travers l'adoption de la prédite loi en 1999. De surcroît, la jurisprudence administrative est parfaitement claire. En l'absence d'une norme fixée par un règlement grand-ducal, le Ministre a le droit d'imposer les normes qu'il estime appropriées. Il peut également se référer à des normes appliquées à l'étranger.

L'objet principal du présent projet de loi est d'amender ponctuellement la loi du 10 juin 1999 précitée pour transposer explicitement et intégralement certains passages de la directive IPPC suite aux avis motivés émis par la Commission européenne après l'entrée en vigueur de celle-ci.

Cependant, aucune modification fondamentale ayant trait au pouvoir de police n'a été proposée. Il est encore profité de l'occasion pour procéder à quelques modifications mineures.

Enfin, il reste à signaler que le Conseil d'Etat avait lui-même plaidé pour un amendement législatif (avis du 11 décembre 2002). La Commission de l'Environnement avait décidé de suivre cette voie en abandonnant le recours à l'adoption d'un article 8.3. servant de base habilitante pour l'adoption d'un règlement grand-ducal.

Il s'ensuit que l'opposition formelle basée sur une prétendue violation du principe de la sécurité juridique n'est pas fondée. D'une part, la volonté exprimée par le législateur à travers la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés est claire: les autorités compétentes peuvent appliquer la loi et fixer des valeurs d'émission même en l'absence d'un règlement grand-ducal. Les juridictions administratives ont d'ailleurs confirmé ce droit. D'autre part, l'objet du projet 4863A est celui d'amender ponctuellement la loi du 10 juin 1999 précitée pour la rendre intégralement conforme à la directive IPPC. Enfin, le Conseil d'Etat a lui-même plaidé pour une modification de cette loi.

3. *Quant à l'opposition formelle basée sur une prétendue violation du principe de la liberté de l'industrie et du commerce*

Selon le Conseil d'Etat „*c'est la loi qui peut prévoir des restrictions audit principe et non un acte administratif unilatéral*“.

Le Conseil d'Etat se distance également ici de l'objet du projet de loi pour soulever une question plus fondamentale à laquelle le législateur a cependant déjà donné une réponse notamment à travers l'adoption de la prédite loi en 1999.

S'il est certes vrai qu'un acte unilatéral pris *proprio motu* et sans base légale ne saurait restreindre la liberté de commerce et de l'industrie, il n'en reste pas moins qu'un acte administratif pris sur base d'une loi peut restreindre la prédite liberté étant donné que c'est justement la loi qui l'autorise. Il

s'ensuit que la restriction provient de la volonté du législateur et qu'elle est exécutée de manière parfaitement constitutionnelle et légale par le Gouvernement.

Il s'ensuit que l'opposition formelle basée sur une prétendue violation du principe de la liberté de commerce et de l'industrie n'est pas fondée en raison du fait que c'est justement la loi du 10 juin 1999 qui autorise ces restrictions à travers les autorisations délivrées par les autorités compétentes.

*

CONCLUSION

Concernant en premier lieu une adaptation de la loi sur les établissements classés en vue de transposer en droit national des directives de l'Union européenne, la législation en question évolue constamment en vue de donner une importance croissante à la protection de l'environnement. La Commission de l'Environnement ne peut qu'approuver cette évolution.

Encourager l'alliance de l'écologie et de l'économie, améliorer et moderniser les processus de production, favoriser l'esprit d'innovation des entreprises, consolider à moyen terme la compétitivité de nos entreprises en les incitant à intégrer la donnée environnementale dans leur processus de production et d'en faire un argument de qualité sur des marchés en pleine mutation, tels devraient être et sont les objectifs de cette loi.

La loi sur les établissements classés est ainsi un instrument parmi d'autres, mais néanmoins important pour favoriser le développement durable de notre société.

*

Compte tenu des observations qui précèdent, la Commission de l'Environnement recommande à la Chambre des Députés de voter le projet de loi dans la teneur suivante:

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

Article unique.— La loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés est modifiée comme suit:

A) a) L'article 2 est complété par les points 11. et 12. formulés comme suit:

„11. „administration compétente“: l'Administration de l'environnement, l'Inspection du travail et des mines et la (les) administration(s) communale(s) de la ou des communes concernées par l'implantation ou la modification substantielle de l'établissement en cause, chacune en ce qui la concerne;

12. „autorité compétente“: autorité investie du pouvoir d'autorisation, d'actualisation, de refus ou de retrait, en l'occurrence les ministres ayant respectivement le Travail et l'Environnement dans leurs attributions ou le bourgmestre selon la classification de l'établissement.“

b) L'article 2. point 7 de la loi du 10 juin 1999 est libellé comme suit:

„modification substantielle“: une modification de l'établissement qui, de l'appréciation des administrations compétentes, peut avoir des incidences négatives et/ou significatives sur les intérêts protégés par article 1er de la présente loi;“

c) L'article 5, dernier alinéa, est modifié comme suit:

„Pour la construction d'immeubles à caractère administratif et/ou commercial, l'administration compétente, sur demande expresse du demandeur, arrête des procédures d'autorisation distinctes concernant, selon le cas,

- la démolition, l'excavation et les terrassements,
- la construction et gros oeuvre seulement, y compris l'utilisation rationnelle de l'énergie, les mesures appropriées en cas de sinistre, et
- l'exploitation en fonction de l'utilisation finale de l'immeuble.“

- d) L'article 6, premier alinéa, est libellé comme suit:
 „L'exploitant d'un établissement est tenu de communiquer à l'administration compétente, par lettre recommandée avec avis de réception, toute modification projetée de l'exploitation d'un établissement des classes 1, 2, 3, 3A ou 3B.“
- e) L'article 6, deuxième alinéa, est libellé comme suit:
 „L'administration compétente doit dans les trente jours suivant la date de l'avis de réception informer l'exploitant si la modification projetée constitue une modification substantielle ou non.“
- f) L'article 7, point 9, dernière phrase, est libellé comme suit:
 „Faute d'avoir été transmis à l'administration compétente dans le prédit délai, il y est passé outre.“
- g) L'article 7, point 10, première phrase, est libellé comme suit:
 „A la requête du demandeur, l'administration compétente peut disjoindre du dossier soumis à la procédure de l'enquête publique prévue aux articles 10 et 12 de la présente loi les éléments de nature à entraîner la divulgation de secrets de fabrication.“
- h) L'article 9, point 1., est libellé comme suit:
 „L'administration compétente doit, chacune en ce qui la concerne, dans les quarante-cinq jours pour les établissements de la classe 1 visés par règlement grand-ducal pris en vertu de l'article 8 et de trente jours pour les autres établissements de la classe 1 ainsi que pour les établissements des classes 2, 3, 3A et 3B suivant l'avis de réception relatif à la demande d'autorisation, informer le requérant que le dossier de demande d'autorisation est complet et prêt, selon les cas, pour l'enquête publique prévue aux articles 10 et 12 de la présente loi.“
- i) L'article 9, point 1.1., première phrase, est libellé comme suit:
 „L'administration compétente, lorsque le dossier de demande d'autorisation n'est pas complet, invite le requérant dans le délai précité à compléter le dossier.“
- j) L'article 9, point 1.2.1., première phrase, est libellé comme suit:
 „Le requérant envoie les renseignements demandés par lettre recommandée avec avis de réception, à l'administration compétente dans un délai de cent quatre-vingts jours.“
- k) L'article 9, point 1.3, première phrase, est libellé comme suit:
 „Lorsqu'à l'expiration des délais indiqués sous 1.2.2, l'administration compétente estime que le dossier de demande d'autorisation reste incomplet, le requérant doit être entendu en ses sept jours suivant les délais précités.“
- l) L'article 9, point 1.3, deuxième phrase, est libellé comme suit:
 „Un constat de l'état du dossier est dressé par l'administration compétente à la suite de cette audition et notifié au plus tard quinze jours à compter de l'audition, par lettre recommandée avec avis de réception, au requérant.“
- m) L'article 9, point 3., est libellé comme suit:
 „Le demandeur a le droit de s'enquérir auprès de l'administration compétente de l'état d'instruction du dossier et de solliciter un entretien à cet égard pendant la procédure d'instruction et de prise de décision, à l'exception de la période d'enquête publique.“
- n) L'article 9, point 4., est libellé comme suit:
 „L'autorité compétente doit prendre une décision sur les demandes d'autorisation :
- a) dans les quatre-vingt-dix jours à compter respectivement
 - de la transmission de l'avis de la commune concernée à l'administration compétente pour les établissements de la classe 1;
 - b) dans les soixante jours à compter respectivement
 - de l'expiration du délai d'affichage pour les établissements de la classe 2,
 - de la date à partir de laquelle le dossier de demande est considéré complet pour les établissements des classes 3, 3A ou 3B.

Dans les délais prévus ci-dessus, la décision prise par l'autorité compétente doit également être notifiée conformément aux dispositions de l'article 16."

- B. A l'article 5, un nouvel alinéa, ayant la teneur suivante, est inséré entre le premier et le deuxième alinéa:

„Par dérogation au paragraphe précédent, lorsque l'exploitation d'un établissement nouveau porte à la fois sur des établissements des classes 2 et 3, 3A ou 3B, ou lorsque les cas de modification substantielle d'un établissement existant portent à la fois sur des établissements des classes 2 et 3, 3A ou 3B, l'exploitation d'un établissement nouveau ou la modification substantielle d'un établissement existant relèvent, pour ce qui les concerne, du régime d'autorisation propre aux établissements concernés."

- C. L'article 6 est modifié comme suit:

a) (*devenu sans objet – le texte actuellement en vigueur est maintenu*)

b) Le 4e alinéa est complété par la phrase suivante: „Dans ce cas, la communication de l'exploitant est transmise aux fins d'affichage au bourgmestre de la commune où l'établissement est situé."

- D. L'article 7 est modifié comme suit:

a) Aux points 3, 4 et 5, l'expression „pour information“ est remplacée par l'expression „pour information et affichage“.

b) Au point 7., les sous-points a) et b) sont remplacés comme suit:

„a) les nom, prénoms, qualité et domicile du demandeur et de l'exploitant. Pour les entreprises occupant du personnel salarié, le numéro d'identité national est à indiquer;"

„b) la nature et l'emplacement de l'établissement, l'état du site d'implantation de l'établissement, l'objet de l'exploitation, les installations et procédés à mettre en œuvre ainsi que la nature et l'ampleur des activités, les quantités approximatives de substances et matières premières et auxiliaires à utiliser et de produits à fabriquer ou à emmagasiner;"

c) Au point 7., le sous-point d) est complété par la phrase suivante:

„Cette notice contient les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux des émissions sur l'environnement."

d) Le point 7. est complété par un nouveau sous-point h) formulé comme suit:

„h) un résumé non technique des données dont question aux points a) à g) du présent article."

e) Le point 8. est complété par un nouveau sous-point d) formulé comme suit:

„Les documents administratifs dont il résulte que l'établissement classé projeté, est situé dans une zone prévue à ces fins en conformité avec les dispositions de la législation concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes et, le cas échéant, de la législation concernant l'aménagement du territoire et de la législation concernant la protection de la nature et des ressources naturelles."

- E. L'article 8 est modifié comme suit:

a) (*devenu sans objet – le texte actuellement en vigueur est maintenu*)

b) Il est ajouté à la loi du 10 juin 1999 un article 13bis nouveau libellé comme suit:

„Art. 13bis.– Modalités d'application particulières pour les établissements visés à l'Annexe III

1. Sans préjudice des dispositions de l'article 13 et des conditions pouvant être arrêtées pour chaque établissement, les autorisations comportent obligatoirement, pour les établissements visés à l'annexe III, des valeurs limites d'émission pour les substances polluantes, notamment celles figurant à l'annexe I, susceptibles d'être émises par l'installation concernée en quantité significative eu égard à leur nature et leur potentiel de transferts de pollution d'un milieu à l'autre (eau, air et sol). Le cas échéant, les valeurs limites peuvent être complétées ou remplacées par des paramètres ou des mesures techniques équivalents. Ces valeurs, paramètres et mesures sont fondés sur les meilleures techniques disponibles, dont l'applicabilité et la disponibilité n'entraînent pas de coûts excessifs, sans prescrire l'utilisation d'une technique ou d'une technologie spécifique, et en prenant en considération les caractéristiques techniques de l'installation concernée, son implantation géographique et les conditions locales de l'environnement.

2. Ces autorisations contiennent également des conditions prévoyant des dispositions relatives à la minimisation de la pollution à longue distance ainsi que des mesures relatives aux conditions d'exploitation autres que les conditions d'exploitation normales. Seront ainsi pris en compte de manière appropriée, lorsque l'environnement risque d'en être affecté, le démarrage, les fuites, les dysfonctionnements, les arrêts momentanés et l'arrêt définitif de l'exploitation.

3. Ces autorisations fixent aussi les exigences appropriées en matière de surveillance régulière des rejets des installations, spécifiant la méthodologie de mesure et leur fréquence, la procédure d'évaluation des mesures ainsi qu'une obligation de fournir à l'autorité compétente les données nécessaires au contrôle du respect des conditions d'autorisation. Les résultats de la surveillance sont mis à la disposition du public.

4. Ces autorisations imposent également à l'exploitant d'informer régulièrement les autorités compétentes des résultats de la surveillance des rejets de l'installation et dans les plus brefs délais de tout incident ou accident affectant de façon significative l'environnement.

5. Pour les établissements visés à l'annexe III un réexamen de l'autorisation est entrepris lorsque

- la pollution causée par l'installation est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission existantes de l'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission;
- des changements substantiels dans les meilleures techniques disponibles permettent une réduction significative des émissions sans imposer des coûts excessifs;
- la sécurité d'exploitation du procédé ou de l'activité requiert le recours à d'autres techniques.“

F. *(devenu sans objet – modification opérée par l'article A. h))*

G. L'article 13 est modifié comme suit:

a) Le point 1. est complété par un quatrième alinéa formulé comme suit:

„Si une norme de qualité environnementale nécessite des conditions plus sévères que celles pouvant être atteintes par l'utilisation des meilleures techniques disponibles, des conditions supplémentaires sont notamment requises par l'autorisation, sans préjudice d'autres mesures pouvant être prises pour respecter les normes de qualité environnementale.“

b) Au point 2., le premier alinéa est complété par une deuxième phrase formulée comme suit:

„Un exemplaire de la demande est transmis pour information au bourgmestre de la commune où l'établissement est projeté.“

c) Le point 7. est remplacé comme suit:

„Avant la cessation d'activité définitive d'un établissement, l'exploitant doit déclarer cette cessation d'activité par lettre recommandée avec avis de réception, en quatre exemplaires, à l'autorité destinataire en matière de demande d'autorisation suivant la classification de l'établissement. Le cas échéant, une copie de cette déclaration est transmise, pour information et affichage, au bourgmestre de la commune d'implantation de l'établissement.“

Les ministres et le bourgmestre, suivant leurs compétences respectives en matière d'autorisation, fixent les conditions en vue de la sauvegarde et de la restauration du site, y compris la décontamination, l'assainissement et, le cas échéant, la remise en état et toutes autres mesures jugées nécessaires pour la protection des intérêts visés à l'art. 1er.

Les mêmes dispositions s'appliquent lorsque la cessation d'activité n'est pas déclarée alors qu'elle est constatée par l'autorité compétente.“

H) a) L'article 15 est complété par un second alinéa formulé comme suit:

„Les administrations compétentes se tiennent informées de l'évolution des meilleures techniques disponibles. L'Administration de l'Environnement est chargée de la mise à disposition d'éléments en vue de l'établissement d'un inventaire des principales émissions et sources responsables ainsi que de l'échange d'informations transfrontière.“

b) L'article 16, 1er alinéa, est remplacé par le texte suivant:

„Les décisions portant autorisation, actualisation, refus ou retrait d'autorisation pour les établissements des classes 1,3, 3A et 3B sont notifiées par l'Administration de l'environnement

et l'Inspection du travail et des mines, chacune en ce qui la concerne, aux demandeurs en autorisation ou aux exploitants et, pour affichage, aux autorités communales sur le territoire desquelles est situé l'établissement et le cas échéant, pour affichage aux autorités communales dont le territoire se trouve dans un rayon inférieur à 200 mètres des limites de l'établissement."

I. L'article 17 est modifié comme suit:

a) *(devenu sans objet – le texte actuellement en vigueur est maintenu)*

b) Le point 1. est formulé comme suit:

„Sans préjudice d'autres autorisations requises, la construction d'établissements classés ne peut être entamée qu'après la délivrance des autorisations requises par la présente loi.“

c) *(devenu sans objet – le texte actuellement en vigueur est maintenu)*

J. *(devenu sans objet – modification opérée à l'article A.a))*

K. *(devenu sans objet – le texte actuellement en vigueur est maintenu)*

L. a) A l'article 31, l'alinéa 4 est formulé comme suit:

„Les établissements autorisés qui changent de classe dans la nomenclature sont soumis au contrôle des autorités compétentes d'après les dispositions de la présente loi.“

b) A l'article 31 il y a lieu d'ajouter un dernier alinéa ayant la teneur suivante:

„L'article 13bis ne s'applique aux installations existantes qu'à partir du 31 octobre 2007.“

M. La loi est complétée par un nouvel article 32 formulé comme suit:

„Art. 32.– Annexes

Font partie intégrante de la présente loi les annexes suivantes:

Annexe I: Liste des principaux paramètres et substances polluantes à prendre en compte obligatoirement s'ils sont pertinentes pour la fixation des valeurs limites d'émission.

Annexe II: Considérations à prendre en compte en général ou dans un cas particulier lors de la détermination des meilleures techniques disponibles, définies à l'article 2 point 9) de la présente loi, compte tenu des coûts et des avantages pouvant résulter d'une action et des principes de précaution et de prévention.

Annexe III: Liste des établissements tombant dans le champ d'application de la directive 96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution.

Les annexes pourront être modifiées par un règlement grand-ducal en vue de les adapter à l'évolution de la législation de l'Union européenne en la matière. L'annexe III pourra se référer au numéro de la nomenclature établie par le règlement grand-ducal visé à l'article 3.“

N. A la loi du 10 juin 1999 est ajoutée une annexe III ayant la teneur suivante:

„ANNEXE III

**Liste des établissements tombant dans le champ d'application
de la directive 96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention
et à la réduction intégrées de la pollution**

Les valeurs-seuils visées ci-dessous se rapportent généralement à des capacités de production ou des rendements. Si un même exploitant met en oeuvre plusieurs activités relevant de la même rubrique dans une même installation ou sur un même site, les capacités de ces activités s'additionnent.

(Numéro de la nomenclature et désignation de l'établissement)

1. Industries d'activités énergétiques

144.1.b) Chaufferies d'une puissance calorifique de combustion supérieure à 50 MW

303.1. Raffineries de pétrole et de gaz ainsi qu'installations de gazéification et de liquéfaction du charbon

104 Cokeries.

2. Production et transformation des métaux

- 245A. Minerai métallique: Installation de grillage, de frittage ou de calcination de minerai métallique, y compris de minerai sulfuré
- 240.2) Installations pour la production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris les équipements pour coulée continue d'une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure
- 240.4) Installations destinées à la transformation des métaux ferreux:
 - i) par laminage à chaud avec une capacité supérieure à 20 tonnes d'acier brut par heure;
 - ii) par forgeage à l'aide de marteaux dont l'énergie de frappe dépasse 50 kilojoules par marteau et lorsque la puissance calorifique mise en oeuvre est supérieure à 20 MW;
 - iii) application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure
- 168.2) Fonderies de métaux ferreux d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour
- 239.2) Installations
 - a) destinées à la production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés de minerai ou de matières premières secondaires par procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques;
 - b) de fusion de métaux non ferreux, y compris l'alliage, incluant les produits de récupération (affinage, moulage en fonderie), d'une capacité de fusion supérieure à 4 tonnes par jour pour le plomb et le cadmium ou 20 tonnes par jour pour tous les autres métaux.
- 239.3) Installations de traitement de surface de métaux et matières plastiques utilisant un procédé électrolytique ou chimique, lorsque le volume des cuves affectées au traitement mises en oeuvre est supérieur à 30 m³.

3. Industrie minérale

- 98.2) Installations destinées à la production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour, ou de chaux dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour, ou dans d'autres types de fours avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour.
- 19.1) Amiante: Fabrication, traitement, transformation et utilisation de l'amiante ou de produits contenant de l'amiante.
- 353.2) Installations destinées à la fabrication du verre, y compris celles destinées à la production de fibres de verre avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour.
- 235A. Matières minérales: Installations destinées à la fusion de matières minérales, y compris celles destinées à la production de fibres minérales avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour.
- 79A. Céramique: Installations destinées à la fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaines, avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour, et/ou une capacité de four de plus de 4 m³ et de plus de 300 kg/m³ par four.

4. Industrie chimique

La production au sens des catégories d'activités de la présente rubrique désigne la production en quantité industrielle par transformation chimique des matières ou groupes de matières visés au point 4.

- 293.5) Installations chimiques destinées à la fabrication de produits chimiques organiques de base, tels que
 - a) hydrocarbures simples (linéaires ou cycliques, saturés ou insaturés, aliphatiques ou aromatiques),
 - b) hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters, acétates, éthers, peroxydes, résines époxydes,
 - c) hydrocarbures sulfurés,

- d) hydrocarbures azotés, notamment amines, composés nitreux, nitrés ou nitratés, nitriles, cyanates, isocyanates,
 - e) hydrocarbures phosphorés,
 - f) hydrocarbures halogénés,
 - g) dérivés organométalliques,
 - h) matières plastiques de base (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose),
 - i) caoutchoucs synthétiques,
 - j) colorants et pigments,
 - k) tensioactifs et agents de surface.
- 293.6) Installations chimiques destinées à la fabrication de produits chimiques inorganiques de base, tels que
- a) gaz, tels que ammoniac, chlore ou chlorure d'hydrogène, fluor ou fluorure d'hydrogène, oxydes de carbone, composés sulfuriques, oxydes d'azote, hydrogène, dioxyde de soufre, dichlorure de carbonyle,
 - b) acides, tels que acide chromique, acide fluorhydrique, acide phosphorique, acide nitrique, acide chlorhydrique, acide sulfurique, oléum, acides sulfurés,
 - c) bases, telles que hydroxyde d'ammonium, hydroxyde de potassium, hydroxyde de sodium,
 - d) sels, tels que chlorure d'ammonium, chlorate de potassium, carbonate de potassium, carbonate de sodium, perborate, nitrate d'argent,
 - e) non-métaux, oxydes métalliques ou autres composés inorganiques, tels que carbure de calcium, silicium, carbure de silicium.
- 145.2) Installations chimiques destinées à la fabrication d'engrais à base de phosphore, d'azote ou de potassium (engrais simples ou composés).
- 293.7) Installations chimiques destinées à la fabrication de produits de base phytosanitaires et de biocides.
- 296.2) Installations utilisant un procédé chimique ou biologique destinées à la fabrication de produits pharmaceutiques de base.
- 156.1) Installations chimiques destinées à la fabrication d'explosifs.

5. Gestion des déchets

- 338.2) Installations d'élimination ou de valorisation des déchets dangereux avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour.
- 208.2) Installations pour l'incinération des déchets municipaux, telles que définies par la réglementation grand-ducale concernant la réduction de la pollution atmosphérique en provenance des installations d'incinération des déchets municipaux, d'une capacité supérieure à 3 tonnes par heure.
- 338.3) Installations d'élimination de déchets non dangereux avec une capacité de plus de 50 tonnes par jour.
- 124.1) Décharges de déchets recevant plus de 10 tonnes par jour ou d'une capacité totale de plus de 25.000 tonnes, à l'exclusion des décharges de déchets inertes.

6. Autres activités

- 262.1) Installations industrielles destinées à la fabrication de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses.
- 262.2) Installations industrielles destinées à la fabrication de papier et de carton dont la capacité de production est supérieure à 20 tonnes par jour.
- 334A Textiles et fibres: Installations destinées au prétraitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisation) ou à la teinture de fibres ou de textiles dont la capacité de traitement est supérieure à 10 tonnes par jour.
- 332.2) Tanneries, lorsque la capacité de traitement est supérieure à 12 tonnes de produits finis par jour.

- 1.2) Abattoirs avec une capacité de production de carcasses supérieure à 50 tonnes par jour.
- 15 Alimentation: Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires à partir de:
 - 1) matière première animale (autre que le lait) d'une capacité de production de produits finis supérieure à 75 tonnes par jour
 - 2) matière première végétale d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base trimestrielle).
- 214.2) Traitement et transformation du lait, la quantité de lait reçu étant supérieure à 200 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base annuelle).
- 148.2) Installations destinées à l'élimination ou à la valorisation de carcasses et de déchets d'animaux d'une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour.
- 361.2) Installations destinées à l'élevage intensif de volailles disposant de plus de 40.000 emplacements pour la volaille.
- 285.8) Installations destinées à l'élevage intensif de porcs disposant de plus de
 - a) 2.000 emplacements pour porcs de production (de plus de 30 kg) ou de
 - b) 750 emplacements pour truies.
- 321A.4) Solvants organiques: Installations destinées au traitement de surface de matières, d'objets ou de produits, et ayant recours à l'utilisation de solvants organiques; notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation d'une capacité de consommation de solvant de plus de 150 kg par heure ou de plus de 200 tonnes par an.
- 85A. Installations destinées à la fabrication de carbone (charbon dur) ou d'électrographite par combustion ou graphitisation.
 - (1) Les valeurs limites d'émission établies conformément à l'article 5 premier tiret prennent en compte les modalités pratiques adaptées à ces catégories d'installations."
- O. Les dispositions du présent article s'appliquent aux dossiers de demande d'autorisation qui sont introduits au moment ou après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Luxembourg, le 10 juillet 2003

Le Président-Rapporteur,
Emile CALMES

*

ANNEXE

Projet de texte coordonné des articles modifiés par le projet de loi 4863A

(Les modifications sont soulignées. Des explications sont fournies en „footnote“.)

Art. 2.– Définitions

Au sens de la présente loi, on entend par:

1. „*développement durable*“: la politique qui vise à assurer la continuité dans le temps du développement économique et social, dans le respect – de l’environnement et sans compromettre les ressources naturelles indispensables à l’activité humaine; – de la santé et de la sécurité des travailleurs au travail;
2. „*autorisation*“: la partie ou la totalité d’une ou de plusieurs décisions écrites accordant le droit d’exploiter tout ou partie d’un établissement sous certaines conditions, permettant d’assurer que l’établissement satisfait aux exigences de la présente loi. Une autorisation peut être valable pour un ou plusieurs établissements, ou parties d’établissement situées sur même site et exploitées par le même exploitant;
3. „*pollution*“: l’introduction directe ou indirecte, par l’activité humaine, de substances, de vibrations, de chaleur ou de bruit dans l’air, l’eau ou le sol, susceptibles de porter atteinte à la santé humaine ou à la qualité de l’environnement, d’entraîner des détériorations aux biens matériels, une détérioration ou une entrave à l’agrément de l’environnement ou à d’autres utilisations légitimes de ce dernier;
4. „*substance*“: tout élément chimique et ses composés;
5. „*émission*“: le rejet direct ou indirect, à partir de sources ponctuelles ou diffuses de l’établissement, de substances, de vibrations, de chaleur ou de bruit dans l’air, l’eau ou le sol;
6. „*modification de l’exploitation*“: une modification des caractéristiques ou du fonctionnement ou une extension de l’établissement pouvant entraîner des conséquences pour les intérêts protégés par l’article 1er de la présente loi;
7. „*modification substantielle*“: une modification de l’établissement qui, de l’appréciation des administrations compétentes, peut avoir des incidences négatives et/ou significatives sur les intérêts protégés par article 1er de la présente loi¹;
8. „*valeur limite d’émission*“: la masse, exprimée en fonction de certains paramètres spécifiques, la concentration et/ou le niveau d’une émission déterminée, à ne pas dépasser au cours d’une ou de plusieurs périodes données. Les valeurs limites d’émission dans le milieu ambiant peuvent être fixées également pour certains groupes, familles ou catégories de substances notamment celles visées à l’annexe I de la présente loi.

Les valeurs limites d’émission des substances sont généralement applicables au point de rejet des émissions à la sortie de l’établissement, une dilution éventuelle étant exclue dans leur détermination.

En ce qui concerne les rejets indirects à l’eau, l’effet d’une station d’épuration peut être pris en considération lors de la détermination des valeurs limites d’émission de l’établissement, à condition de garantir un niveau équivalent de la protection de l’environnement dans son ensemble et de ne pas conduire à des charges polluantes plus élevées dans le milieu, sans préjudice du respect des dispositions de la réglementation relative aux rejets de substances polluantes dans les eaux;
9. „*meilleures techniques disponibles*“: le stade de développement le plus efficace et avancé des activités de leurs modes d’exploitation, démontrant l’aptitude pratique de techniques particulières à constituer en principe la base des valeurs limites d’émission visant à éviter et, lorsque cela s’avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l’impact sur l’environnement dans son ensemble.

Par „*techniques*“ on entend aussi bien les techniques employées que la manière dont l’établissement est conçu, construit, entretenu, exploité et mis à l’arrêt.

¹ Remplacement de l’expression „autorités compétentes“ par l’expression „administrations compétentes“ en raison de l’ajout des définitions 11 et 12.

Par „disponibles“ on entend les techniques mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le contexte du secteur industriel concerné, dans des conditions économiquement et techniquement viables, en prenant en considération les coûts et les avantages ; que ces techniques soient utilisées ou produites ou non sur le territoire luxembourgeois, pour autant que l'exploitant concerné puisse y avoir accès dans des conditions raisonnables.

Par „meilleures“ on entend les techniques les plus efficaces les techniques pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.

Dans la détermination des meilleures techniques disponibles, il convient de prendre particulièrement en considération les éléments énumérés à l'annexe II de la présente loi;

10. „norme de qualité environnementale“: série d'exigences devant être satisfaites à un moment donné pour un environnement donné ou une partie spécifique de celui-ci;
11. „administration compétente“: l'Administration de l'environnement, l'Inspection du travail et des mines et la (les) administration(s) communale(s) de la ou des communes concernées par l'implantation ou la modification substantielle de l'établissement en cause, chacune en ce qui la concerne;
12. „autorité compétente“: autorité investie du pouvoir d'autorisation, d'actualisation, de refus ou de retrait, en l'occurrence les ministres ayant respectivement le Travail et l'Environnement dans leurs attributions ou le bourgmestre selon la classification de l'établissement.²

Art. 5.– Régime des établissements composites et procédures d'autorisation échelonnées

Lorsque plusieurs installations d'un établissement projeté ou existant relèvent de classes différentes l'installation présentant le risque le plus élevé, suivant sa classification, détermine le régime d'autorisation visé à l'article qui précède.

Par dérogation au paragraphe précédent, lorsque l'exploitation d'un établissement nouveau porte à la fois sur des établissements des classes 2 et 3, 3A ou 3B, ou lorsque les cas de modification substantielle d'un établissement existant portent à la fois sur des établissements des classes 2 et 3, 3A ou 3B, l'exploitation d'un établissement nouveau ou la modification substantielle d'un établissement existant relèvent, pour ce qui les concerne, du régime d'autorisation propre aux établissements concernés.³

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux établissements relevant de la 4e classe.

Pour la construction d'immeubles à caractère administratif et/ou commercial, l'administration compétente, sur demande expresse du demandeur, arrête des procédures d'autorisation distinctes concernant, selon le cas,

- la démolition, l'excavation et les terrassements,
- la construction et gros œuvre seulement, y compris l'utilisation rationnelle de l'énergie, les mesures appropriées en cas de sinistre, et
- l'exploitation en fonction de l'utilisation finale de l'immeuble.⁴

Art. 6.– Modification, modification substantielle et transfert de l'établissement

L'exploitant d'un établissement est tenu de communiquer à l'administration compétente, par lettre recommandée avec avis de réception, toute modification projetée de l'exploitation d'un établissement des classes 1, 2, 3, 3A ou 3B.⁵

L'administration compétente doit dans les trente jours suivant la date de l'avis de réception informer l'exploitant si la modification projetée constitue une modification substantielle ou non.⁶

Lorsque la modification projetée de l'établissement constitue une modification substantielle, le requérant est invité à présenter une demande d'autorisation conformément à l'article 7 de la présente loi.

2 Nouvelles définitions insérées pour des raisons de cohérence et de sécurité juridique. Le texte proposée par le Conseil d'Etat (CE) a été retenu.

3 Modification proposée par le Gouvernement pour entériner la pratique administrative suivie actuellement.

4 Remplacement de l'expression „autorité compétente“ par l'expression „administration compétente“.

5 Remplacement de l'expression „autorité compétente“ par l'expression „administration compétente“.

6 Remplacement de l'expression „autorité compétente“ par l'expression „administration compétente“.

Lorsque la modification projetée de l'établissement ne constitue pas une modification substantielle, l'autorité compétente actualise l'autorisation ou les conditions d'aménagement ou d'exploitation se rapportant à la modification. Dans ce cas, la communication de l'exploitant est transmise pour affichage au bourgmestre de la commune où l'établissement est situé.⁷

L'instruction de la demande d'autorisation et la prise de décision se feront conformément aux prescriptions de l'article 9 de la présente loi.

La décision de l'autorité compétente doit porter sur les parties de l'établissement et les données énumérées à l'article 7 susceptibles d'être concernées par les modifications.

Toute modification substantielle d'un dossier de demande qui intervient au cours de l'enquête publique ou après celle-ci, et avant que l'autorité compétente n'ait statué sur la demande, est soumise à une nouvelle enquête publique.

Tout transfert d'un établissement des classes 1, 2, 3, 3A ou 3B à un autre endroit est soumis à une nouvelle autorisation. Une nouvelle enquête publique commodo/incommodo est requise pour les seuls établissements relevant des classes 1 et 2.

Art. 7.– Dossier de demande d'autorisation

1. Les demandes d'autorisation des établissements de la classe 1 sont adressées, par lettre recommandée avec avis de réception, en trois exemplaires à l'Administration de l'environnement qui transmet d'office un exemplaire à l'Inspection du travail et des mines.

Le requérant est tenu de présenter un exemplaire supplémentaire pour chaque commune limitrophe sur le territoire de laquelle s'étend le rayon tracé sur le plan cadastral prévu au point 8. b) du présent article.

Lorsqu'un établissement de la classe 1 nécessite une autorisation au titre de la législation concernant la prévention et la gestion des déchets et/ou de la législation relative à la gestion de l'eau, le requérant est en outre tenu de fournir à l'Administration de l'environnement un respectivement deux exemplaires supplémentaires.

2. Les demandes d'autorisation des établissements de la classe 2 sont adressées, par lettre recommandée avec avis de réception, en double exemplaire au bourgmestre de la commune où l'établissement est projeté.

Le requérant est tenu de présenter un exemplaire supplémentaire pour chaque commune limitrophe sur le territoire de laquelle s'étend le rayon tracé sur le plan cadastral prévu au point 8. b) du présent article.

3. Les demandes d'autorisation des établissements de la classe 3 sont adressées, par lettre recommandée avec avis de réception, en triple exemplaire à l'Administration de l'environnement qui transmet d'office un exemplaire à l'Inspection du travail et des mines et un exemplaire pour information et affichage⁸ au bourgmestre de la commune où l'établissement est projeté.

4. Les demandes d'autorisation des établissements de la classe 3A sont adressées, par lettre recommandée avec avis de réception, en triple exemplaire à l'Inspection du travail et des mines qui transmet d'office un exemplaire pour information et affichage⁹ au bourgmestre de la commune où l'établissement est projeté.

5. Les demandes d'autorisation des établissements de la classe 3B sont adressées, par lettre recommandée avec avis de réception, en triple exemplaire à l'Administration de l'environnement qui transmet d'office un exemplaire pour information et affichage¹⁰ au bourgmestre de la commune où l'établissement est projeté.

⁷ Législation sur la procédure administrative non contentieuse (PANC).

⁸ PANC.

⁹ PANC.

¹⁰ PANC.

6. L'Administration de l'environnement, l'Inspection du travail et des mines et les administrations communales mettent à la disposition des demandeurs d'autorisation des formulaires de demande type, adaptés à la nature et à l'envergure de l'établissement projeté.

7. Les demandes d'autorisations indiquent:

- a) les nom, prénoms, qualité et domicile du demandeur et de l'exploitant. Pour les entreprises occupant du personnel salarié, le numéro d'identité national est à indiquer;
- b) la nature et l'emplacement de l'établissement, l'état du site d'implantation de l'établissement, l'objet de l'exploitation, les installations et procédés à mettre en œuvre ainsi que la nature et l'ampleur des activités, les quantités approximatives de substances et matières premières et auxiliaires à utiliser et de produits à fabriquer ou à emmagasiner¹¹;
- c) le nombre approximatif de salariés à employer et une évaluation des risques pour leur sécurité et leur santé compte tenu des substances et procédés utilisés avec les mesures projetées en matière de sécurité, d'hygiène du travail, de salubrité et d'ergonomie.
- d) les prélèvements d'eau, les rejets dans l'eau, dans l'air et dans le sol, les émissions de bruit, de vibrations et de radiation à la sortie des établissements, la production et la gestion des déchets et autres résidus d'exploitation, la production ainsi que la consommation et l'utilisation des différentes formes d'énergie par l'établissement ainsi qu'une notice des incidences sur l'environnement. Cette notice contient les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux des émissions sur l'environnement.¹²
- e) d'une façon générale les mesures projetées en vue de prévenir ou d'atténuer les inconvénients et les risques auxquels l'établissement pourrait donner lieu, tant pour les personnes attachées à l'exploitation que pour les voisins, le public et l'environnement, et tout particulièrement la technologie prévue et les autres techniques visant à prévenir les émissions provenant de l'établissement ou, si cela n'est pas possible, à les réduire, ainsi que, en tant que de besoin, les mesures concernant la prévention et la valorisation des déchets générés par l'établissement;
- f) les mesures prévues pour la surveillance des émissions dans l'environnement;
- g) l'évaluation des incidences sur l'environnement ainsi que l'étude des risques et le rapport de sécurité pour les établissements de la classe 1 arrêtés par règlement grand-ducal conformément à l'article 8 de la présente loi;
- h) un résumé non technique des données dont question aux points a) à g) du présent article.¹³

8. Les demandes d'autorisation doivent être accompagnées des pièces suivantes:

- a) un plan de l'établissement à l'échelle de 1:200 ou plus précis, sauf indication contraire des administrations concernées, indiquant notamment la disposition des locaux et l'emplacement des installations;
- b) un extrait récent du plan cadastral comprenant les parcelles ou parties de parcelles situées dans un rayon de 200 mètres des limites de l'établissement;
- c) un extrait d'une carte topographique à échelle 1:10.000 ou 1:20.000 permettant d'identifier l'emplacement projeté de l'établissement;
- d) les documents administratifs dont il résulte que l'établissement classé projeté est situé dans une zone prévue à ces fins en conformité avec les dispositions de la législation concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes et, le cas échéant, de législation concernant l'aménagement du territoire et de législation concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.¹⁴

9. Les demandes d'autorisation pour un établissement pour un établissement de la classe 1 sont transmises, s'il y a lieu, pour avis à d'autres administrations que celles visées au présent article. Les avis de

¹¹ Suppression de l'obligation de fournir le code NACE. Précisions textuelles.

¹² Directive 96/61/CE (IPPC). Le texte proposé par le CE a été retenu.

¹³ Directive IPPC.

¹⁴ Le demandeur doit prouver au niveau de sa demande la compatibilité de son projet par rapport aux dispositions d'urbanisme applicables.

ces administrations sont joints au dossier de demande d'autorisation avant l'expiration du délai d'instruction prévu à l'article 9 de la présente loi. Faute d'avoir été transmis à l'administration compétente dans le prédit délai, il y est passé outre.¹⁵

10. A la requête du demandeur, l'administration compétente peut disjoindre du dossier soumis à la procédure de l'enquête publique prévue aux articles 10 et 12 de la présente loi les éléments de nature à entraîner la divulgation de secrets de fabrication.¹⁶ En cas de refus de l'autorité compétente, celle-ci doit motiver ce refus.

Ces éléments sont à communiquer à l'autorité compétente sous pli séparé.

Ne peuvent être considérées comme secret de fabrication, ni les émissions résultant du processus de production et d'exploitation, ni toute information relative à la santé et à la sécurité du personnel de l'établissement ou à la protection de l'environnement.

Art. 9.– Procédure d'instruction des demandes d'autorisation et délai de prise de décision

1. L'administration compétente doit, chacune en ce qui la concerne, dans les quarante-cinq jours pour les établissements de la classe 1 visés par règlement grand-ducal pris en vertu de l'article 8 et de trente jours pour les autres établissements de la classe 1 ainsi que pour les établissements des classes 2, 3, 3A et 3B suivant l'avis de réception relatif à la demande d'autorisation, informer le requérant que le dossier de demande d'autorisation est complet et prêt, selon les cas, pour l'enquête publique prévue aux articles 10 et 12 de la présente loi.¹⁷
 - 1.1 L'administration compétente, lorsque le dossier de demande d'autorisation n'est pas complet, invite le requérant dans le délai précité à compléter le dossier.¹⁸

Cette demande écrite est adressée au requérant et mentionne de façon précise tous les éléments qui font défaut.

 - 1.2.1. Le requérant envoie les renseignements demandés par lettre recommandée avec avis de réception, à l'administration compétente dans un délai de cent quatre-vingts jours.¹⁹

Pour le cas où les renseignements demandés ne sont pas transmis à l'autorité compétente dans le délai précité, la demande d'autorisation est considérée comme nulle et non avenue.

Sur demande motivée du requérant, ce délai peut être prolongé de quatre-vingt-dix jours.
 - 1.2.2. Pour le cas où les renseignements demandés sont transmis dans le délai précité, l'autorité compétente doit informer le requérant:
 - a) dans les quarante-cinq jours pour les établissements de la classe 1 visés par règlement grand-ducal pris en vertu de l'article 8, et
 - b) dans les trente jours pour les autres établissements de la classe 1 ainsi que pour les établissements des classes 2, 3, 3A et 3B

suivant la date de l'avis de réception relatif à l'envoi des renseignements demandés que le dossier est complet.
 - 1.3 Lorsqu'à l'expiration des délais indiqués sous 1.2.2, l'administration compétente estime que le dossier de demande d'autorisation reste incomplet, le requérant doit être entendu en ses sept jours suivant les délais précités. Un constat de l'état du dossier est dressé par l'administration compétente à la suite de cette audition et notifié au plus tard quinze jours à compter de l'audition, par lettre recommandée avec avis de réception, au requérant.²⁰ Ce dernier peut en saisir par voie de référé le président du tribunal administratif dans les trente jours suivant la date de l'avis de réception relatif à la notification du constat de l'état du dossier de demande d'autorisation.

Le président du tribunal administratif peut prendre toutes mesures ayant pour but d'arrêter l'état définitif du dossier de demande d'autorisation.

15 Remplacement de l'expression „autorité compétente“ par l'expression „administration compétente“.

16 Remplacement de l'expression „autorité compétente“ par l'expression „administration compétente“ en raison de l'ajout des définitions 11 et 12.

17 Adaptation textuelle en raison des définitions de „l'autorité compétente“ et de „l'administration compétente“.

18 Remplacement de l'expression „autorité compétente“ par l'expression „administration compétente“.

19 Remplacement de l'expression „autorité compétente“ par l'expression „administration compétente“.

20 Remplacement de l'expression „autorité compétente“ par l'expression „administration compétente“.

- 1.4 La requête en référé contient les noms et domicile des parties, l'exposé sommaire des faits et des moyens, les conclusions et l'énonciation des pièces dont on entend se servir et qui y sont jointes.

La requête, en autant d'exemplaires que de parties en cause, et en général toutes les productions des parties sont déposées au greffe du tribunal administratif au plus tard avant l'audience fixée par le président du tribunal administratif ou par celui qui le remplace.

- 1.5 Les décisions sont rendues sous forme d'ordonnances. Elles sont notifiées au requérant et à l'autorité compétente par le greffe du tribunal administratif, par lettre recommandée avec avis de réception.

Les décisions peuvent être frappées d'appel devant la Cour administrative.

2. L'Administration de l'environnement envoie, par lettre recommandée avec avis de réception, dans les huit jours après qu'il ait été constaté que le dossier de demande d'un établissement de la classe 1 est complet, le dossier aux fins d'enquête publique aux communes concernées.

3. Le demandeur a le droit de s'enquérir auprès de l'administration compétente de l'état d'instruction du dossier et de solliciter un entretien à cet égard pendant la procédure d'instruction et de prise de décision, à l'exception de la période d'enquête publique.²¹

4. L'autorité compétente doit prendre une décision sur les demandes d'autorisation:

a) dans les quatre-vingt-dix jours à compter respectivement

- de la transmission de l'avis de la commune concernée à l'administration compétente pour les établissements de la classe 1;

b) dans les soixante jours à compter respectivement

- de l'expiration du délai d'affichage pour les établissements de la classe 2,
- de la date à partir de laquelle le dossier de demande est considéré complet pour les établissements des classes 3, 3A ou 3B.

Dans les délais prévus ci-dessus, la décision prise par l'autorité compétente doit également être notifiée conformément aux dispositions de l'article 16.²²

A défaut d'une réponse dans les délais ci-dessus, les parties intéressées peuvent considérer leur demande comme rejetée et se pourvoir devant le tribunal administratif.

Art. 13.– Autorisations, conditions d'aménagement et d'exploitation

1. Les autorisations fixent les conditions d'aménagement et d'exploitation qui sont jugées nécessaires pour la protection des intérêts visés à l'article 1er de la présente loi, en tenant compte des meilleures techniques disponibles, dont l'applicabilité et la disponibilité n'entraînent pas de coûts excessifs.

L'appréciation de la notion de coûts excessifs se fait par référence à des établissements de la même branche ou d'une branche similaire, de taille moyenne et économiquement saine.

Ces autorisations peuvent être limitées dans le temps et peuvent fixer le délai dans lequel l'établissement devra être mis en exploitation.

Si une norme de qualité environnementale nécessite des conditions plus sévères que celles pouvant être atteintes pour l'utilisation des meilleures techniques disponibles, des conditions supplémentaires sont notamment requises par l'autorisation, sans préjudice d'autres mesures pouvant être prises pour respecter les normes de qualité environnementale.²³

2. Dans les cas où l'établissement n'est pas appelé à fonctionner pendant plus d'un an, une autorisation peut être délivrée pour la durée de six mois, renouvelable une fois, sans qu'il y ait lieu de recourir à la procédure de commodo et incommodo telle que prévue aux articles 10 et 12 de la présente loi. Un exemplaire de la demande est transmis pour information au bourgmestre de la commune où l'établissement est projeté.²⁴

21 Adaptation textuelle en raison des définitions de „l'autorité compétente“ et de „l'administration compétente“.

22 Remplacement de l'expression „autorité compétente“ par l'expression „administration compétente“.

23 Directive IPPC.

24 PANC.

Les autorisations venant à expiration peuvent être prolongées par l'autorité compétente à la demande des exploitants sans qu'il y ait lieu de procédure de *commodo et incommodo* telle que prévue aux articles 10 et 12 de la loi.

3. L'autorisation du ministre ayant dans ses attributions l'environnement détermine les conditions d'aménagement et d'exploitation visant l'environnement humain et naturel, telles que la protection de l'air, de l'eau, du sol, de la faune et de la flore, la lutte contre le bruit et les vibrations, l'utilisation rationnelle de l'énergie, la prévention et la gestion des déchets.

L'autorisation délivrée peut être modifiée ou complétée en cas de nécessité dûment motivée.

4. L'autorisation du ministre ayant dans ses attributions le travail, détermine les conditions d'aménagement et d'exploitation relatives à la sécurité du public et du voisinage en général ainsi qu'à la sécurité, l'hygiène et la santé sur le lieu de travail, la salubrité et l'ergonomie.

L'autorisation délivrée peut être modifiée ou complétée en cas de nécessité dûment motivée.

Le ministre peut, le cas échéant, prescrire l'établissement d'un plan d'urgence interne et d'un plan externe.

5. Les autorisations peuvent prescrire des réceptions des établissements avant leur mise en service et leur contrôle périodique qui peuvent être effectués, en tout ou en partie et en cas de besoin, par des sociétés ou organismes agréés à cet effet par le ministre ayant dans ses attributions le travail ou le ministre ayant dans ses attributions l'environnement. Le rapport concernant ces réceptions et contrôles devra être communiqué à l'autorité qui a délivré l'autorisation.

Les autorisations peuvent prescrire une distance à respecter entre l'établissement concerné et notamment d'autres établissements, maisons d'habitation et cours d'eau. En cas de contradiction entre les dispositions contenues dans l'autorisation et celles du plan d'aménagement communal, ce sont les dispositions les plus sévères qui sont applicables.

Les autorisations peuvent prévoir l'obligation pour l'exploitant de désigner une ou plusieurs personnes chargées des questions de sécurité ou d'environnement. Un règlement grand-ducal peut préciser le statut et les missions de cette ou de ces personnes.

6. Les autorisations peuvent prévoir que les entreprises qui suivant la nature de leur activité présentent un risque quant aux intérêts protégés par l'article 1er de la présente loi devront contacter une assurance contre la responsabilité civile et constituer une garantie pour la remise en état du site en cas d'incident ou d'accident liés à l'exploitation et en cas de cessation des activités.

Un règlement grand-ducal peut déterminer les conditions d'application de cet alinéa.

7. Avant la cessation d'activité définitive d'un établissement, l'exploitant doit déclarer cette cessation d'activité par lettre recommandée avec avis de réception, en quatre exemplaires, à l'autorité destinataire en matière de demande d'autorisation suivant la classification de l'établissement. Le cas échéant, une copie de cette déclaration est transmise, pour information et affichage, au bourgmestre de la commune d'implantation de l'établissement.

Les ministres et le bourgmestre, suivant leurs compétences respectives en matière d'autorisation, fixent les conditions en vue de la sauvegarde et de la restauration du site, y compris la décontamination, l'assainissement et, le cas échéant, la remise en état et toutes autres mesures jugées nécessaires pour la protection des intérêts visés à l'art. 1er.

Les mêmes dispositions s'appliquent lorsque la cessation d'activité n'est pas déclarée alors qu'elle est constatée par l'autorité compétente.²⁵

Art. 13bis. – Modalités d'application particulières pour les établissements visés à l'annexe III

1. Sans préjudice des dispositions de l'article 13 et des conditions pouvant être arrêtées pour chaque établissement, les autorisations comportent obligatoirement, pour les établissements visés à l'annexe III, des valeurs limites d'émission pour les substances polluantes, notamment celles figurant à

²⁵ Une cessation d'activité non déclarée et constatée par l'administration peut déclencher la procédure de remise en état.

l'annexe I, susceptibles d'être émises par l'installation concernée en quantité significative eu égard à leur nature et leur potentiel de transferts de pollution d'un milieu à l'autre (eau, air et sol). Le cas échéant, les valeurs limites peuvent être complétées ou remplacées par des paramètres ou des mesures techniques équivalents. Ces valeurs, paramètres et mesures sont fondés sur les meilleures techniques disponibles, dont l'applicabilité et la disponibilité n'entraînent pas de coûts excessifs, sans prescrire l'utilisation d'une technique ou d'une technologie spécifique, et en prenant en considération les caractéristiques techniques de l'installation concernée, son implantation géographique et les conditions locales de l'environnement.

2. Ces autorisations contiennent également des conditions prévoyant des dispositions relatives à la minimisation de la pollution à longue distance ainsi que des mesures relatives aux conditions d'exploitation autres que les conditions d'exploitation normales. Seront ainsi pris en compte de manière appropriée, lorsque l'environnement risque d'en être affecté, le démarrage, les fuites, les dysfonctionnements, les arrêts momentanés et l'arrêt définitif de l'exploitation.

3. Ces autorisations fixent aussi les exigences appropriées en matière de surveillance régulière des rejets des installations, spécifiant la méthodologie de mesure et leur fréquence, la procédure d'évaluation des mesures ainsi qu'une obligation de fournir à l'autorité compétente les données nécessaires au contrôle du respect des conditions d'autorisation. Les résultats de la surveillance sont mis à la disposition du public.

4. Ces autorisations imposent également à l'exploitant d'informer régulièrement les autorités compétentes des résultats de la surveillance des rejets de l'installation et dans les plus brefs délais de tout incident ou accident affectant de façon significative l'environnement.

5. Pour les établissements visés à l'annexe III un réexamen de l'autorisation est entrepris lorsque
- la pollution causée par l'installation est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission existantes de l'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission;
 - des changements substantiels dans les meilleures techniques disponibles permettent une réduction significative des émissions sans imposer des coûts excessifs;
 - la sécurité d'exploitation du procédé ou de l'activité requiert le recours à d'autres techniques.²⁶

Art. 15.– Centre de ressources des technologies pour l'environnement

Il est créé un centre de ressources des technologies pour l'environnement qui a pour mission de conseiller les entreprises en matière de technologies environnementales surtout en vue de l'application des meilleures techniques disponibles.

Les administrations compétentes se tiennent informées de l'évolution des meilleures techniques disponibles. L'Administration de l'environnement est chargée de la mise à disposition d'éléments en vue de l'établissement d'un inventaire des principales émissions et sources responsables ainsi que de l'échange d'informations transfrontière.²⁷

Art. 16.– Notification des décisions

Les décisions portant autorisation, actualisation, refus ou retrait d'autorisation pour les établissements des classes 1, 3, 3A et 3B sont notifiés par l'Administration de l'environnement et l'Inspection du travail et des mines, chacune en ce qui la concerne, aux demandeurs en autorisation ou aux exploitants et aux autorités communales sur le territoire desquelles est situé l'établissement et le cas échéant, aux autorités communales dont le territoire se trouve dans un rayon inférieur à 200 mètres des limites de l'établissement.²⁸

Toute décision du bourgmestre contenant autorisation, refus ou retrait d'autorisation pour un établissement de la deuxième classe, est notifiée au demandeur ou exploitant et est transmise en copie à l'Administration de l'environnement et à l'Inspection du travail et des mines.

²⁶ Article principal. Directive IPPC. Insertion des précisions dans le corps même de la loi suite à l'avis du CE du 11 décembre 2002.

²⁷ Directive IPPC.

²⁸ Remplacement de l'expression „autorité compétente“ par l'expression „administration compétente“. Ajout de l'actualisation.

Les personnes ayant présenté des observations au cours de l'enquête publique prévue à l'article 10 de la présente loi sont informées par lettre recommandée de la part de la commune concernée qu'une décision d'autorisation ou de refus est intervenue et qu'il sera procédé à la publicité de cette décision conformément à l'alinéa 4. L'information individuelle peut être remplacée par l'insertion d'un avis dans au moins 4 journaux quotidiens imprimés et publiés au Grand-Duché. Les frais de cette publication sont à charge du requérant.

En outre, dans les communes visées à l'alinéa premier, le public sera informé des décisions en matière d'établissements classés par affichage de ces décisions à la maison communale pendant 40 jours.

Pendant toute la durée de l'exploitation d'un établissement, une copie des autorisations délivrées en vertu de la présente loi est conservée à la commune et peut y être consultée librement.

Art. 17.– *Permis de construire et aménagement du territoire*

1. Sans préjudice d'autres autorisations requises, la construction d'établissements classés ne peut être entamée qu'après la délivrance des autorisations requises par la présente loi.²⁹

2. Dans le cas où l'établissement est projeté dans les immeubles existants et dont la construction a été dûment autorisée, les autorisations requises en vertu de la présente loi ne pourront être délivrées que lorsque l'établissement projeté se situe dans une zone prévue à ces fins en conformité avec la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes ou avec un plan d'aménagement établi en exécution de la loi du 20 mars 1974 concernant l'aménagement général du territoire ou avec la loi modifiée du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Il en est de même lorsque l'établissement est projeté dans un immeuble à construire.

3. Les projets de construction d'établissements nouveaux à l'intérieur d'une zone industrielle à caractère national pourront faire l'objet d'une autorisation de principe par le Gouvernement en Conseil, de l'accord prévisible des instances compétentes en raison de la nature de l'établissement projeté et sans préjudice des procédures d'autorisation requises.

A cet effet, le requérant est tenu d'introduire une demande spécifique reprenant les informations dont question à l'article 7.

Art. 31.– *Dispositions transitoires*

Les autorisations délivrées avant l'entrée en vigueur de la présente loi sur la base de la législation relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes restent valables pour le terme fixé par l'autorisation, sans préjudice des dispositions de l'alinéa 5 du présent article.

Les demandes d'autorisation introduites avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont instruites conformément à cette loi si l'affichage visé à l'article 7 de la loi modifiée du 9 mai 1990 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes n'a pas encore été effectué.

Toute demande introduite avant l'entrée en vigueur de la présente loi et dont l'affichage a été effectué, est traitée suivant les modalités de la loi modifiée du 9 mai 1990.

Les établissements autorisés qui changent de classe dans la nomenclature sont soumis au contrôle des autorités compétentes d'après les dispositions de la présente loi.³⁰

Les établissements de la classe 2 qui sont transférés dans les classes 1, 3, 3A ou 3B ainsi que les établissements exploités sans autorisation à une époque où cette formalité n'était pas requise, peuvent être maintenus à charge pour leur exploitant de transmettre à l'autorité compétente les informations visées à l'article 7 de la présente loi dans un délai de 6 mois à compter de l'entrée en vigueur du règlement portant changement de classe ou insertion dans la nomenclature des établissements classés.

Ces documents, après due constatation de leur exactitude, seront visés par les autorités compétentes et tiendront lieu d'acte d'autorisation. Il n'y a pas lieu de tenir une enquête publique.

Toutefois les autorités compétentes peuvent prescrire les mesures propres à sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article 1er de la présente loi. Ces mesures ne peuvent entraîner de modifications impor-

²⁹ Précision textuelle.

³⁰ Précision nécessaire en raison de la modification de la nomenclature. Le RGD afférent a été publié au Mémorial en date du 7 mars 2003.

tantes touchant le gros œuvre de l'établissement ou des changements considérables dans son mode d'exploitation.

L'article 13bis ne s'applique aux installations existantes qu'à partir du 31 octobre 2007.³¹

Art. 32.– Annexes

Font partie intégrante de la présente loi les annexes suivantes:

- Annexe I: Liste des principaux paramètres et substances polluantes à prendre en compte obligatoirement s'ils sont pertinents pour la fixation des valeurs limites d'émission.
- Annexe II: Considérations à prendre en compte en général ou dans un cas particulier lors de la détermination des meilleures techniques disponibles, définies à l'article 2 point 9) de la présente loi, compte tenu des coûts et des avantages pouvant résulter d'une action et des principes de précaution et de prévention.
- Annexe III: Liste des établissements tombant dans le champ d'application de la directive 96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution.

Les annexes pourront être modifiées par un règlement grand-ducal en vue de les adapter à l'évolution de la législation de l'Union européenne en la matière. L'annexe III pourra se référer au numéro de la nomenclature établie par le règlement grand-ducal visé à l'article 3.³²

*

ANNEXE III

Liste des établissements tombant dans le champ d'application de la directive 96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution

Les valeurs seuils visées ci-dessous se rapportent généralement à des capacités de production ou des rendements. Si un même exploitant met en oeuvre plusieurs activités relevant de la même rubrique dans une même installation ou sur un même site, les capacités de ces activités s'additionnent.

(Numéro de la nomenclature et désignation de l'établissement)

1. Industries d'activités énergétiques

- 144.1.b) Chaufferies d'une puissance calorifique de combustion supérieure à 50 MW
- 303.1. Raffineries de pétrole et de gaz ainsi qu'installations de gazéification et de liquéfaction du charbon
- 104 Cokeries

2. Production et transformation des métaux

- 245A. Minerais métalliques: Installation de grillage, de frittage ou de calcination de minerais métalliques, y compris de minerais sulfurés
- 240.2) Installations pour la production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris les équipements pour coulée continue d'une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure
- 240.4) Installations destinées à la transformation des métaux ferreux:
- i) par laminage à chaud avec une capacité supérieure à 20 tonnes d'acier brut par heure;
 - ii) par forgeage à l'aide de marteaux dont l'énergie de frappe dépasse 50 kilojoules par marteau et lorsque la puissance calorifique mise en oeuvre est supérieure à 20 MW;
 - iii) application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure
- 168.2) Fonderies de métaux ferreux d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour

³¹ Directive IPPC.

³² Directive IPPC.

239.2) Installations

- a) destinées à la production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés de minerai ou de matières premières secondaires par procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques;
- b) de fusion de métaux non ferreux, y compris l'alliage, incluant les produits de récupération (affinage, moulage en fonderie), d'une capacité de fusion supérieure à 4 tonnes par jour pour le plomb et le cadmium ou 20 tonnes par jour pour tous les autres métaux.

239.3) Installations de traitement de surface de métaux et matières plastiques utilisant un procédé électrolytique ou chimique, lorsque le volume des cuves affectées au traitement mises en oeuvre est supérieur à 30 m³.3. Industrie minérale98.2) Installations destinées à la production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour, ou de chaux dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour, ou dans d'autres types de fours avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour.19.1) Amiante: Fabrication, traitement, transformation et utilisation de l'amiante ou de produits contenant de l'amiante.353.2) Installations destinées à la fabrication du verre, y compris celles destinées à la production de fibres de verre avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour.235A. Matières minérales: Installations destinées à la fusion de matières minérales, y compris celles destinées à la production de fibres minérales avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour.79A. Céramique: Installations destinées à la fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaines, avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour, et/ou une capacité de four de plus de 4 m³ et de plus de 300 kg/m³ par four.4. Industrie chimique

La production au sens des catégories d'activités de la présente rubrique désigne la production en quantité industrielle par transformation chimique des matières ou groupes de matières visés au point 4.

293.5) Installations chimiques destinées à la fabrication de produits chimiques organiques de base, tels que

- a) hydrocarbures simples (linéaires ou cycliques, saturés ou insaturés, aliphatiques ou aromatiques),
- b) hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters, acétates, éthers, peroxydes, résines époxydes,
- c) hydrocarbures sulfurés,
- d) hydrocarbures azotés, notamment amines, composés nitreux, nitrés ou nitrates, nitriles, cyanates, isocyanates,
- e) hydrocarbures phosphorés,
- f) hydrocarbures halogénés,
- g) dérivés organométalliques,
- h) matières plastiques de base (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose),
- i) caoutchoucs synthétiques,
- j) colorants et pigments,
- k) tensioactifs et agents de surface.

293.6) Installations chimiques destinées à la fabrication de produits chimiques inorganiques de base, tels que

- a) gaz, tels que ammoniac, chlore ou chlorure d'hydrogène, fluor ou fluorure d'hydrogène, oxydes de carbone, composés sulfuriques, oxydes d'azote, hydrogène, dioxyde de soufre, dichlorure de carbonyle,

- b) acides, tels que acide chromique, acide fluorhydrique, acide phosphorique, acide nitrique, acide chlorhydrique, acide sulfurique, oléum, acides sulfurés,
- c) bases, telles que hydroxyde d'ammonium, hydroxyde de potassium, hydroxyde de sodium,
- d) sels, tels que chlorure d'ammonium, chlorate de potassium, carbonate de potassium, carbonate de sodium, perborate, nitrate d'argent,
- e) non-métaux, oxydes métalliques ou autres composés inorganiques, tels que carbure de calcium, silicium, carbure de silicium.
- 145.2) Installations chimiques destinées à la fabrication d'engrais à base de phosphore, d'azote ou de potassium (engrais simples ou composés).
- 293.7) Installations chimiques destinées à la fabrication de produits de base phytosanitaires et de biocides.
- 296.2) Installations utilisant un procédé chimique ou biologique destinées à la fabrication de produits pharmaceutiques de base.
- 156.1) Installations chimiques destinées à la fabrication d'explosifs.

5. Gestion des déchets

- 338.2) Installations d'élimination ou de valorisation des déchets dangereux avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour.
- 208.2) Installations pour l'incinération des déchets municipaux, telles que définies par la réglementation grand-ducale concernant la réduction de la pollution atmosphérique en provenance des installations d'incinération des déchets municipaux, d'une capacité supérieure à 3 tonnes par heure.
- 338.3) Installations d'élimination de déchets non dangereux avec une capacité de plus de 50 tonnes par jour.
- 124.1) Décharges de déchets recevant plus de 10 tonnes par jour ou d'une capacité totale de plus de 25.000 tonnes, à l'exclusion des décharges de déchets inertes.

6. Autres activités

- 262.1) Installations industrielles destinées à la fabrication de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses.
- 262.2) Installations industrielles destinées à la fabrication de papier et de carton dont la capacité de production est supérieure à 20 tonnes par jour.
- 334A Textiles et fibres: Installations destinées au prétraitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisation) ou à la teinture de fibres ou de textiles dont la capacité de traitement est supérieure à 10 tonnes par jour.
- 332.2) Tanneries, lorsque la capacité de traitement est supérieure à 12 tonnes de produits finis par jour.
- 1.2) Abattoirs avec une capacité de production de carcasses supérieure à 50 tonnes par jour.
- 15 Alimentation: Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires à partir de:
 - 1) matière première animale (autre que le lait) d'une capacité de production de produits finis supérieure à 75 tonnes par jour
 - 2) matière première végétale d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base trimestrielle).
- 214.2) Traitement et transformation du lait, la quantité de lait reçu étant supérieure à 200 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base annuelle).
- 148.2) Installations destinées à l'élimination ou à la valorisation de carcasses et de déchets d'animaux d'une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour.
- 361.2) **Installations destinées à l'élevage intensif de volailles disposant de plus de 40.000 emplacements pour la volaille.**
- 285.8) Installations destinées à l'élevage intensif de porcs disposant de plus de

- a) 2.000 emplacements pour porcs de production (de plus de 30 kg) ou de
 - b) 750 emplacements pour truies.
 - 321A.4) Solvants organiques: Installations destinées au traitement de surface de matières, d'objets ou de produits, et ayant recours à l'utilisation de solvants organiques; notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation d'une capacité de consommation de solvant de plus de 150 kg par heure ou de plus de 200 tonnes par an.
 - 85A. Installations destinées à la fabrication de carbone (charbon dur) ou d'électrographite par combustion ou graphitisation.
- (1) Les valeurs limites d'émission établies conformément à l'article 5 premier tiret prennent en compte les modalités pratiques adaptées à ces catégories d'installations.³³

³³ Directive IPPC.

